



CHAPITRE 123

LOI CONCERNANT LA CRÉATION D'UN FONDS DESTINÉ A INDEMNISER LES PROPRIÉTAIRES OU POSSES- SEURS QUI ONT SOUFFERT DES DOMMAGES CAUSÉS A LEURS MOUTONS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
de l'indemnisation des possesseurs de moutons.*

2. Le conseil d'une municipalité locale doit adopter un règlement à l'effet ci-dessous, s'il en est requis par une requête signée par au moins vingt-cinq contribuables résidant dans la municipalité. Requête rela-
tive à l'adop-
tion du règle-
ment.

Le règlement est adopté sans délai à la session générale qui suit la réception de la requête, ou à toute autre session générale ou spéciale, après l'avis ordinaire requis par la loi qui régit la municipalité. Passation du
règlement. S.R. (1909), 5956c, *partie*; 6 Geo. V, c. 30, s. 1.

3. Ce règlement doit pourvoir:

1° A la création d'un fonds annuel d'indemnité composé des deniers provenant d'une taxe annuelle d'un dollar imposée pour chaque chien, et de quatre dollars pour chaque chienne gardés dans les limites de la municipalité. Sur production d'un certificat d'un médecin vétérinaire attestant qu'une chienne a été châtrée, une taxe annuelle d'un dollar seulement est exigible de son propriétaire; Son contenu:
Fonds d'in-
demnité;

2° A l'imposition de la taxe ci-dessus payable par le propriétaire ou le possesseur de tout chien ou de toute chienne gardé dans les limites de la municipalité; Taxes sur les
chemins;

3° A obliger le propriétaire ou le possesseur de tout chien ou de toute chienne gardé dans les limites de la municipalité, à déclarer au secrétaire-trésorier de la municipalité le nombre de chiens et de chiennes qu'il garde, sous peine d'une amende de dix dollars recouvrable par la municipalité pour le bénéfice du fonds d'indemnité; Déclaration
au sec.-trés.

Estimateurs; 4° A la nomination d'un ou de plusieurs estimateurs compétents dont les devoirs seront d'examiner sans retard les moutons ayant subi des dommages de la part des chiens ou des chiennes et de déterminer le montant de ces dommages;

Base de l'indemnité. 5° Au paiement, à même le fonds spécial ainsi créé, d'une indemnité égale aux deux tiers des dommages causés aux moutons par les chiens ou les chiennes, d'après le rapport des estimateurs, pourvu que la réclamation du propriétaire ou possesseur soit faite dans un délai de trois mois, à compter de la date où les dommages ont été causés; toutefois, le conseil ne peut allouer une indemnité de plus de quinze dollars pour chaque mouton. S. R. (1909), 5956c, *partie*; 6 Geo. V, c. 30, s. 1.

Moutons errants. 4. Lorsqu'un mouton errant sur les chemins publics est tué ou subit des dommages, son propriétaire n'a droit à aucune indemnité. S.R. (1909), 5956d; 6 Geo. V, c. 30, s. 1.

Paiement des dommages et des amendes. 5. La municipalité peut réclamer en son propre nom l'amende mentionnée dans le paragraphe 3° de l'article 3. Elle peut aussi réclamer, devant tout tribunal civil de juridiction compétente, le montant des dommages qu'elle a payés au plaignant, et elle est substituée de plein droit à toute personne qui a ainsi reçu d'elle une indemnité, dans son recours contre le propriétaire ou le possesseur du chien ou de la chienne qui a causé les dommages soufferts par cette personne.

Subrogations. Le produit de l'amende et des dommages doit être versé dans le fonds d'indemnité, à même lequel sont payés les dépens dans le cas où la municipalité succombe dans la poursuite qu'elle intente, sauf à parfaire le montant des dépens et des indemnités à même les fonds généraux de la municipalité non autrement affectés, si le fonds d'indemnité n'est pas suffisant pour remplir les fins de la présente loi. S.R. (1909), 5956e; 6 Geo. V, c. 30, s. 1.

Dommages et amendes versées dans le fonds d'indemnité. 6. A la fin de l'année de taxe, dont le règlement doit indiquer la date précise, la balance du fonds d'indemnité de l'année précédente, restée inemployée, ainsi que les sommes provenant des amendes et des dommages perçus par la municipalité en vertu de l'article 5, continuent à former partie du fonds d'indemnité pour l'année suivante, dans le cas où le règlement reste en vigueur, ou sont versées dans le fonds général de la municipalité, si le fonds d'indemnité n'est pas continué. S. R. (1909), 5956f; 6 Geo. V, c. 30, s. 1.

Emploi de la balance du fonds d'indemnité.

7. Le règlement mentionné dans la présente loi peut être adopté tous les ans par les conseils de municipalités locales, ou contenir une clause à l'effet qu'il restera en vigueur d'année en année tant qu'il ne sera pas abrogé. S.R. (1909), 5956g; 6 Geo. V, c. 30, s. 1.

8. Toute municipalité ou personne contrevenant aux dispositions de la présente loi est, sur poursuite par voie sommaire devant un magistrat ou un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où l'infraction a été commise, ou sur action pénale devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, passible, en sus de tous autres recours, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas dix dollars.

Le juge, dans l'application de la présente loi, peut aussi ordonner au propriétaire ou au possesseur du chien ou de la chienne qui a tué ou qui a causé des dommages à un mouton, d'abattre ce chien ou cette chienne dans un délai de trois jours, et pourvoir, de plus, dans son jugement, à condamner le délinquant, sur son défaut de se conformer à l'ordonnance du tribunal dans le délai ci-dessus, au paiement d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais ou d'un emprisonnement n'excédant pas quarante jours, à défaut du paiement de l'amende ou des frais. S. R. (1909), 5956h; 6 Geo. V, c. 30, s. 1; 15 Geo. V, c. 10, s. 27.

